

Il y a quelques années, le gouvernement a reconnu qu'il se dessinait effectivement une crise du logement au Canada, que les jeunes gens avaient du mal à trouver l'argent nécessaire pour effectuer un versement initial sur une maison. C'est alors qu'est apparu le Régime enregistré d'épargne-logement qui devait permettre aux gens d'épargner à longue échéance suffisamment d'argent pour verser des arrhes lors de l'achat d'une maison. L'un des problèmes qui se posent aux travailleurs canadiens, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, c'est qu'ils ne peuvent mettre d'argent de côté ni protéger cette épargne de l'impôt, comme certains autres Canadiens peuvent le faire. Je me demande s'il ne vaudrait pas la peine de voir dans quelle mesure nous ne pourrions pas permettre aux Canadiens de tous horizons de mettre de côté une certaine somme d'argent qui serait à l'abri de l'impôt pendant cinq ans disons de \$1 000 à \$5 000 de telle sorte que passée cette période un individu pourrait s'associer avec deux ou trois autres personnes et investir ainsi collectivement \$80 000 ou \$100 000 dans une petite entreprise ou dans l'exploitation d'une idée. Ce serait une façon d'inciter et d'encourager les Canadiens à contribuer à l'avenir de leur pays, à saisir leur chance et à exploiter cette idée qui germe presque en chacun de nous.

M. Mayer: Pour moi, c'est du capitalisme.

M. Riis: Certains peuvent bien y voir une sorte de capitalisme. Pour moi, c'est l'occasion de miser sur l'avenir de notre pays et d'obtenir les capitaux de risque dont nous avons tant besoin.

M. Mayer: Pour les particuliers.

M. Riis: Appelez ça comme vous voudrez. Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire qu'il y a longtemps qu'une mesure de cette nature aurait dû être prise. C'est le genre d'intervention que le gouvernement doit faire. Il doit fournir les moyens nécessaires pour lancer une entreprise de ce genre et en prendre l'initiative. Cela ne vient pas d'autres secteurs et c'est sans doute sur le rôle que le gouvernement doit jouer que nous sommes partagés.

Enfin, monsieur l'Orateur, j'estime que le taux très élevé de chômage, un taux d'inflation de plus de 10 p. 100, la dévaluation du dollar canadien, les fermetures d'usine, les déficits fabuleux du gouvernement et la situation de notre balance des paiements démontrent que jamais dans toute son histoire le Canada n'a été si mal administré.

La politique monétaire du gouvernement montre bien que le gouvernement préfère manipuler et tromper la population plutôt que de lui faire confiance.

L'objectif premier de la politique monétaire devrait être de contrôler la masse monétaire et les conditions de crédit afin de maintenir un cadre économique sain et stable. Mais le gouvernement a laissé tomber cet objectif pour tenter de maintenir la valeur du dollar canadien.

Ce n'est pas l'effet du hasard si les pays qui sont bien administrés ont des monnaies fortes et ceux qui sont mal administrés, des monnaies faibles. Le dollar canadien est faible parce le déficit de notre balance des paiements a atteint avec

les années un niveau intolérable. Aucun autre pays ne compte autant que le Canada sur l'exportation de ressources non renouvelables pour acquérir des devises étrangères. Le déficit de notre balance des paiements au chapitre des produits finis par habitant est le plus élevé du monde et nous en finançons une grande partie en empruntant toujours plus à l'étranger.

Voilà pourquoi le dollar est faible. A cause de l'incapacité traditionnelle des gouvernements fédéraux qui se sont succédé à diriger et à établir une stratégie industrielle solide pour faire l'équilibre entre la croissance économique et l'expansion de secteur manufacturier.

Les Canadiens savent que quelque chose ne va pas. Ils veulent comprendre. Ils veulent que le gouvernement soit honnête avec eux, qu'il voie en eux des collaborateurs sérieux et qu'il les mette dans la confiance. Ils sont prêts à faire les sacrifices nécessaires s'ils leur semblent justes et équitables.

L'application d'une politique du maintien de taux d'intérêt élevés pour étayer un dollar fondamentalement faible est pire qu'un maquillage démodé; c'est une tromperie qui fait des ravages économiques d'une extrémité du pays à l'autre. Tôt ou tard nous serons forcés de faire les ajustements pénibles que nous aurions dû entreprendre il y a des années. Le déficit croissant de notre balance des paiements prouve que nous devons consommer moins de produits importés et produire chez nous une plus large part de ce dont nous avons besoin. Nous devons en outre commencer à vendre à l'étranger plus de produits ouvrés.

A mon avis, nous devrions soustraire le dollar canadien à l'emprise du leurre de l'étapisme monétaire. Les taux d'intérêt devraient refléter le besoin d'une stabilité intérieure; qu'on laisse la balance des paiements imposer une discipline dont a grand besoin notre comportement de nation consommatrice et productrice.

Nous sommes un peuple vigoureux et créateur. Tout ce qui nous manque, c'est un gouvernement voué à la démocratie, prêt à affronter les problèmes sans hésitation et à faire appel à la population pour les résoudre. Le gouvernement actuel a échoué sur tous les tableaux.

M. Evans: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Dans la minute qui reste, le député accepterait-il de répondre à une question?

M. Riis: Bien sûr, monsieur l'Orateur.

M. Evans: J'ai écouté avec intérêt le député exposer l'analyse de M. Lermer. J'ai travaillé avec ce dernier au sein du Conseil économique. Je me demande si le député sait que M. Lermer avait recommandé d'autoriser davantage de banques étrangères à s'établir au Canada afin d'intensifier la concurrence entre les banques. Le député pourrait-il nous dire quelle était la position du NPD au sujet de la disposition de la loi sur les banques récemment adoptée qui autorisait l'établissement de banques étrangères au Canada?

M. l'Orateur adjoint: Le député a dix secondes pour répondre.